

Quand « le Nouvel Obs » fait parler l'Europe

Le 30 mars, au Théâtre du Rond-Point, plusieurs centaines de personnes s'étaient réunies autour de Jacques Delors et des journalistes du « Nouvel Observateur » pour s'interroger sur les atouts de l'Europe face à la crise

Paul Rasmussen n'a pas mâché ses mots : « *En 2010, l'Europe comptera 24 millions de chômeurs – une perte épouvantable de capacité sociale ! La Hongrie est presque en faillite. Les pays Baltes, qui faisaient 10% de croissance annuelle, vont maintenant être en recul de 10%...* » Ancien Premier ministre danois et actuel président du Parti socialiste européen (PSE), Rasmussen s'exprimait, à la veille du G20 de Londres, dans le cadre du colloque « Besoin d'Europe » coorganisé par « le Nouvel Observateur » et Notre Europe (think tank fondé par Jacques Delors). Mais que signifie au juste « besoin d'Europe » ? Que l'on parle, comme on l'a fait tout au long de la journée, de la crise – donc de l'état du monde, de la Russie et de ses voisins – donc de l'état du continent, ou du Parlement européen – donc de l'état de la démocratie dans l'Union, il est clair que pour les experts et les responsables des différentes tables rondes il faut comprendre ce besoin d'Europe comme une affirmation – voire une revendication...

Qui dit revendication dit insatisfactions, et l'insatisfaction porte aux critiques. Avec Rasmussen, l'économiste Jean-Hervé Lorenzi considère que les gouvernements européens auraient dû, comme Barack Obama le fait aux Etats-Unis, « relancer » bien plus vigoureusement l'économie. Et en disant, en fin de journée, que « *la réaction des Européens a été insuffisante* », Jacques Delors ne leur a pas donné tort. On ne sait si les résultats du G20 leur ont, au moins partiellement, donné satisfaction. Mais l'analyse sans complaisance que Tommaso Padoa-Schioppa fait de cette crise et de la façon dont l'Union l'affronte n'incite pas à la sérénité. Ancien ministre des Finances et de l'Economie de Romano Prodi, l'actuel président de Notre Europe décrit une Union européenne en danger. Des trois grandes zones que sont l'Asie, les Etats-Unis et l'Europe, cette dernière, explique-t-il, est la moins responsable de la situation actuelle – qui est la crise d'un certain modèle de croissance économique, d'une globalisation peu ou pas gouvernée.

Cette crise, l'Europe est, selon Padoa-Schioppa,

mieux placée que d'autres pour la surmonter – notamment en raison d'un système financier plus sain et plus solide et grâce à un système de protection sociale développé – mais « *ce n'est pas une garantie de stabilité d'être l'élément sain au milieu d'une épidémie* ».

Fragilisée, donc, dans ce monde en crise, l'Union peut-elle mieux assurer son pas sur le continent ? A bien des égards, la question revient à s'interroger sur les relations entre l'Europe et la Russie. La politique de Moscou suscite des doutes, voire de l'inquiétude. Que veulent au juste Poutine

VALEUR ESSENTIELLE DES ETATS MEMBRES, LA DÉMOCRATIE N'A PAS, AU NIVEAU DE L'UNION, LA VIGUEUR SOUHAITABLE.

et Medvedev, son successeur à la tête de l'Etat ? Pierre Hassner, spécialiste des relations internationales, décrit une structure triangulaire : les Russes désirent retenir ces Etats, proches voisins en quelque sorte échappés de l'URSS lors de la chute de l'empire, tandis que l'Europe cherche à les aider – tout en se gardant bien de leur offrir une place, voire un strapontin, dans l'Union. Si la Russie et l'Union constituent bien deux pôles, comme le pense Eneko Landaburu, directeur général des relations extérieures à la Commission de Bruxelles, force est de constater que leur jeu manque de clarté. D'un côté, l'Europe refuse – à juste titre, dit Hassner – de voir la Russie reconstituer ce que Poutine a appelé le « *périmètre de l'URSS* ». Mais en même temps les Etats membres, incapables de tenir un langage unique face au Kremlin, favorisent les manœuvres de ce dernier en entretenant chacun avec lui des rapports bilatéraux. Ce qui a fait dire à Jacques Delors : « *Je suis chagriné quand je vois nos chefs d'Etat aller faire des ronds de jambe devant Poutine et Médvedev, chacun pour son compte.* »

A entendre les uns et les autres, un tel comportement n'a cependant rien d'étonnant tant les

points de vue divergent. Exemple : Joschka Fischer, ancien ministre allemand des Affaires étrangères, plaide vigoureusement pour un rapport de partenariat avec Moscou et une politique visant à préserver l'indépendance de pays tels que l'Ukraine, la Géorgie ou le Belarus – mais sans les admettre dans l'Otan. Alors que Denis MacShane, ancien ministre britannique des Affaires européennes et fidèle à ce qui est depuis toujours la ligne de Londres, prône l'intégration de la Russie dans l'Union européenne et bien sûr aussi celle de l'Ukraine – « *il ne faut pas attendre que ce soit une petite Suisse pour lui ouvrir la porte* »...

Valeur essentielle des Etats membres – parmi d'autres telles que les droits de l'homme, la dignité humaine, la justice, etc. –, la démocratie n'a pas, au niveau de l'Union, la vigueur souhaitable. Le Parlement européen, en principe son incarnation la plus manifeste puisqu'il est élu au suffrage universel direct, est encore mal connu et les élections européennes, traditionnellement, mobilisent peu l'opinion. Comment faire pour qu'il en aille autrement le 7 juin prochain et que le besoin d'Europe, qui existe, se traduise par une plus forte participation de l'électorat ? Pour l'Espagnol Josep Borrell Fontelles, ancien président du Parlement européen, la difficulté vient notamment du fait qu'il n'existe pas de *demos* – autrement dit de peuple – européen. Il préconise donc d'« *injecter de la dramatisation* » dans la politique européenne, ce qui, pour lui – et Jean-Pierre Jouyet, ex-secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, comme l'eurodéputée allemande Evelyne Gebhardt sont à l'unisson – passe par le débat et plus précisément le débat gauche-droite. L'occasion pourrait être notamment la désignation d'un successeur au libéral Barroso à la tête de la Commission européenne. La droite ayant choisi de soutenir Barroso pour un second mandat, Jacques Delors a émis le souhait que la gauche, les socialistes, s'entendent à leur tour sur le nom d'un candidat. Réponse de Rasmussen : « *Si la gauche est majoritaire aux élections du 7 juin, téléphonez-moi, je vous donnerai un nom.* » Ce qui tend à montrer que s'il y a un besoin d'Europe, il y a aussi besoin d'une gauche européenne... **ALAIN DAUVERGNE**